

Fédérations Syndicales des Cheminots CGT –UNSA – SUD Rail – CFDT

BUDGET 2011 de la SNCF

LA POLITIQUE BUSINESS

AU DETRIMENT DU SERVICE PUBLIC ET DES CHEMINOTS !

Les questions de financement, de gouvernance et la finalité du système ferroviaire sont posées plus que jamais. Le gouvernement et la direction de la SNCF refusent de les régler.

Ainsi, la prévision budgétaire de la SNCF pour l'année 2011 présentée dans un environnement économique et financier encore très incertain s'inscrit dans la logique régressive des budgets précédents.

Le désengagement de l'Etat et l'augmentation des charges externes...

Malgré la qualité du réseau qui continue de se dégrader (1 700 km de ralentissement par défaut d'entretien), le désengagement de l'Etat se traduit par des péages à RFF qui augmentent une fois encore (+ 6 %). La politique gouvernementale se concrétise par les effets de la loi NOME qui induisent une progression du coût de l'énergie (+ 16 %) et une fiscalité en hausse (+4%).

...Compensées par la productivité des cheminots et la baisse du service rendu.

Afin de maintenir sa stratégie financière et satisfaire les agences de notation, la direction de l'entreprise publique veut continuer de privilégier la rentabilité au détriment des usagers et des cheminots. La marge opérationnelle augmenterait de 30 %, l'augmentation des charges de personnel serait limitée à 1,47 % et les achats et charges externes baisseraient de 4 % pour atteindre un résultat opérationnel courant (différence entre le chiffre d'affaires, les charges et la dotation aux amortissements) en augmentation de 153%.

Ceux qui peuvent prendre le train...

Pour atteindre ces objectifs, le prix des billets de train, notamment des TGV, augmentera fortement et les relations qui ne seront plus assez rentables sont menacées.

L'augmentation du chiffre d'affaires, avancée dans ce budget, repose sur des hypothèses d'augmentation de tarif des TGV (+ 55 M€), sur l'indexation des conventions TER (+ 66 M€), sur la nouvelle convention des Trains d'Equilibre du Territoire (+ 210 M€, dont 175 à charge de la SNCF) et sur la négociation de la convention de gestion avec RFF (+ 232 M€)...

« Grenelle de l'Environnement » oublié, les marchandises sont envoyées sur la route...

Avec un objectif historiquement bas de 22,2 GTK, le chiffre d'affaires de Fret SNCF reculerait de 9,2 % et le résultat resterait lourdement déficitaire (- 450 M€) sous l'effet de la mise en œuvre du schéma directeur avec les réductions de dessertes et la casse de l'outil de production. Par contre, le chiffre d'affaires des activités autres que ferroviaires de la branche SNCF GEODIS augmenterait de 394 M€.

Les cheminots et l'emploi au régime sec !

La direction poursuit une politique de forte contrainte de la masse salariale avec + 1,8 % et une réduction du poids de celle-ci dans le chiffre d'affaires avec - 1,2 %. Avec les surcoûts engendrés par la réforme du régime des retraites de 2007 et la progression du taux d'encadrement, la direction entend agir sur 3 leviers : la rémunération, le niveau de l'emploi et les notations pour parvenir à ses fins.

Sur le plan des salaires, la direction prépare donc une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des cheminots.

Sur le plan de l'emploi, la direction SNCF affiche 3996 suppressions d'emplois pour 3600 prévues en 2010, ce qui signifie qu'elle n'a pas réalisé, à ce jour, l'ensemble des embauches prévues (1800) et gagnées par les différentes mobilisations (1400) soit un total de 3200 plus 200 liées aux accords collectifs. Cette situation est inadmissible, nous devons obliger la direction à respecter ses engagements et à recruter en urgence !

Sur le plan des notations, la Direction SNCF entend, une fois encore, jouer sur la mobilité des agents et la modification des cadres d'organisation pour réduire le nombre de promotion en niveau et en qualification.

Pour 2011, le budget présenté prévoit 6350 départs et 4500 recrutements, soit 1 850 suppressions d'emplois, mais lors de la Commission économique du CCE, le 17/12/2010, ce chiffre était déjà passé à 1 870. Il faudra toute la vigilance et l'intervention des cheminots pour gagner un niveau de recrutement permettant un haut niveau de service public SNCF, le respect et l'amélioration des conditions de travail des cheminots.

Un budget à contre-sens des enjeux de société.

Tout est calculé à l'aune de cette sacro-sainte rentabilité au détriment d'une réflexion stratégique ambitieuse et innovante qui permettrait à la SNCF de se positionner sur de nouvelles offres de service public de transport et constituerait un projet d'avenir mobilisateur pour les cheminots.

Considérer le service dû à la population, l'emploi et les salaires comme des variables d'ajustement d'une stratégie financière n'est pas acceptable pour une entreprise publique nationale de service public.

D'autant plus que le niveau d'endettement proche de 10 milliards d'€ (9 629 M€) fragilise l'entreprise dans un contexte d'ouverture à la concurrence et où les intempéries du début de l'hiver ont à nouveau démontré que la société a besoin de meilleurs services publics.

Les Fédérations Syndicales CGT - UNSA - SUD Rail - CFDT mettront tout en œuvre unitairement pour alerter les usagers et mobiliser les cheminots afin d'améliorer le service public plutôt que les indicateurs financiers.

Dans ce cadre, elles appellent les cheminots à intervenir sur leur territoire et à agir dans l'unité lors de la présentation de ce budget le 21 Décembre 2010 au CCE et le 22 Décembre 2010 au Conseil d'Administration.